

- Les inquiétudes liées à la propagation d'un nouveau coronavirus (COVID-19) ont continué de dominer les marchés financiers tout au long du mois de février.
- Les rendements des obligations d'État des marchés développés ont chuté, car les investisseurs ont recherché des actifs « refuge » dans un contexte de crescendo de la volatilité des marchés boursiers qui a atteint son niveau le plus élevé depuis août 2015 (les rendements obligataires reculent lorsque leurs prix augmentent).
- Nous continuons de mettre l'accent sur les investissements stratégiques (à long terme) plutôt que sur les décisions tactiques (à court terme), car il est impossible de déterminer avec précision comment les investisseurs pourraient réagir aux changements macroéconomiques.

---

### Contexte économique

Les inquiétudes liées à la propagation internationale d'un nouveau coronavirus (COVID-19) ont dominé les conditions dans les marchés financiers tout au long du mois de février, poursuivant une tendance amorcée à la fin de janvier. Les actions des marchés développés, mesurées par l'indice MSCI monde, ont enregistré leur plus forte baisse depuis mai 2012. Le Royaume-Uni a enregistré les pires résultats parmi les marchés développés, suivi de l'Europe et du Japon qui ont obtenu des résultats semblables. Les États-Unis ont reculé légèrement moins que les autres. Les actions des marchés émergents ont mieux fait que celles des marchés développés. La Chine continentale (d'où provient le COVID-19) a terminé le mois de février avec un gain après une forte baisse en janvier. Même si, jusqu'à présent, plus de cas de COVID-19 ont été diagnostiqués en Chine que dans tous les autres pays réunis, le taux d'infection y a considérablement ralenti, tandis que les rétablissements ont accéléré au fil du mois.

Les rendements des obligations d'État des marchés développés ont chuté, car les investisseurs ont recherché des actifs « refuge » (les rendements obligataires reculent lorsque leurs prix augmentent) dans un contexte de crescendo de la volatilité des marchés boursiers qui a culminé le dernier jour de négociation du mois, lorsque l'indice de volatilité CBOE (VIX) a atteint son niveau le plus élevé depuis août 2015. Les taux des obligations d'État américaines, britanniques et européennes ont reculé pour toutes les échéances ; les rendements des obligations à long terme du Trésor américain ont terminé le mois à des niveaux historiquement bas. Les prix de l'énergie ont fortement chuté en février en raison de l'affaiblissement des perspectives de croissance économique mondiale, alors que les gouvernements ont mis en place des restrictions pour contrer l'épidémie de COVID-19 qui ont également eu un impact sur la productivité (comme la fermeture des lieux de travail et des écoles, la mise en quarantaine des personnes exposées et l'imposition de barrières au commerce et aux voyages).

Le département du Commerce américain a annoncé de nouvelles règles qui permettraient à l'administration du président Donald Trump d'imposer des droits de douane sur les importations en provenance de pays réputés avoir artificiellement diminué la valeur de leur monnaie pour obtenir des avantages commerciaux.

La Chine a réduit de moitié les droits de douane sur des produits américains d'une valeur de 75 milliards de dollars vers le milieu de février et a annoncé la suspension de droits de douane supplémentaires sur les produits industriels américains plus tard dans le mois. Au pays, le gouvernement régional du Hainan, en Chine, a prévu prendre le contrôle du groupe HNA, un conglomérat axé sur l'aviation, dont la dette est insoutenable et qui a été encore plus paralysé par les arrêts de voyage provoqués par le COVID-19.

Le premier ministre britannique Boris Johnson a remanié son cabinet et ses hauts fonctionnaires en février, ce qui a poussé le chancelier de l'Échiquier Sajid Javid à démissionner. Monsieur Javid a été remplacé par Rishi Sunak, un haut fonctionnaire du Trésor et ancien banquier.

L'avenir politique de l'Allemagne était moins certain en février après que la successeure prévue de la chancelière Angela Merkel — Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre de la Défense dans le gouvernement de Merkel et leader du parti de l'Union chrétienne-démocrate — a annoncé de manière inattendue qu'elle ne se présenterait pas au plus haut poste en 2021.

En Irlande, lors des élections au début de février, le parti nationaliste de gauche Sinn Fein a remporté une victoire historique, en brisant le moule traditionnel du pays composé de deux partis centristes qui a défini une grande partie de son premier siècle en tant qu'État indépendant. Les trois partis (Sinn Fein, Fianna Fail et Fine Gael) ont obtenu entre 20 et 25 % des voix, le parti sortant Fine Gael gagnant le moins de votes.

La Turquie a commencé à autoriser le passage des réfugiés syriens vers l'Europe à la fin de février — une décision prise après que l'armée syrienne a attaqué les troupes turques stationnées dans le nord-est de la Syrie et que l'armée turque a répondu en abattant plusieurs avions de chasse syriens. Le flot de réfugiés qui en a résulté a immédiatement entraîné une nouvelle crise des migrants en Grèce.

Les gouvernements de Hong Kong, Singapour et Macao ont annoncé des mesures de relance budgétaire directes en février — sous forme de paiements en espèces ou de bons d'achat à leurs citoyens respectifs — afin de contrecarrer les effets économiques négatifs de l'épidémie de COVID-19.

### **Banques centrales**

- La Banque du Canada n'a pas tenu de rencontre en février, mais a baissé son taux au jour le jour de 0,50 % pour le faire passer à 1,25 % lors de sa rencontre du 4 mars. La Banque du Canada a indiqué que l'économie canadienne se rapproche de son potentiel et que l'inflation est conforme à l'objectif, mais le virus COVID-19 constitue un choc négatif important pour les perspectives économiques nationales et mondiales. La prochaine réunion de la Banque du Canada est prévue pour le 15 avril et les perspectives sont d'autres réductions potentielles des taux en 2020.
- Le Federal Open Market Committee (FOMC), la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque du Japon n'ont tenu aucune rencontre sur leurs politiques monétaires nationales respectives en février. De plus, les banques centrales ont conservé leurs taux de référence respectifs inchangés après leurs rencontres de janvier. Toutefois, le 3 mars, le FOMC a annoncé une réduction de taux de 0,50 % (ramenant le taux des fonds fédéraux dans une fourchette de 1,00 à 1,25 %) afin de tenter de contrecarrer le ralentissement économique provoqué par l'épidémie de COVID-19.

### **Données économiques**

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de 0,1 % en janvier, tandis que les prix ont grimpé d'un robuste 2,4 % au cours des 12 derniers mois. Les prix de l'essence et du carburant étaient nettement plus élevés qu'il y a un an, mais relativement faibles en janvier, en raison du fléchissement de la demande entraîné par le COVID-19. Les prix à la production étaient plus faibles que les prix à la consommation — l'indice des prix des produits industriels (IPPI) a reculé de 0,3 % en janvier, tandis que l'indice des prix des matières brutes (IPMB) a chuté de 2,2 %. Au cours des 12 derniers mois, l'IPPI a enregistré une hausse de seulement 0,5 %, alors que l'IPMB a progressé de 1,7 %. Comme pour les prix à la consommation, les tendances ont été en grande partie le résultat des prix de l'énergie et des produits pétroliers. L'économie a créé 30 000 emplois en février et le taux de chômage a augmenté de 0,1 % pour atteindre 5,6 %.
- La croissance du secteur manufacturier américain s'est presque arrêtée en février, et un premier rapport a montré que l'activité du secteur des services s'est contractée en février après avoir atteint des niveaux sains en janvier. Les dépenses personnelles ont diminué, passant de 0,4 % en décembre à 0,2 % en janvier, et la croissance économique globale du quatrième trimestre a enregistré un taux annualisé de 2,1 %.
- Un rapport préliminaire sur l'activité du secteur des services au Royaume-Uni a décrit une expansion plus lente, mais toujours solide en février, tandis qu'un rapport préliminaire sur l'industrie manufacturière a montré une reprise qui commençait à montrer des signes de croissance plus saine. Les ventes au détail ont augmenté de 0,9 % en janvier après avoir reculé de 0,5 % en décembre. Le taux de chômage des demandeurs d'emploi est resté stable à 3,4 % en janvier.
- La contraction de l'activité manufacturière dans la zone euro a ralenti en février, se rapprochant du point neutre (c'est-à-dire ni en contraction ni en expansion). Un rapport préliminaire sur l'activité des services a montré une légère amélioration avec la croissance des services restant à des niveaux sains. Le taux de chômage est resté stable à 7,4 % en janvier, tandis que l'économie a progressé de 0,1 % pendant le quatrième trimestre et de 0,9 % en 2019. Ces deux mesures de la croissance économique étaient inférieures à celles de la période précédente.

## Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

Les marchés boursiers ont systématiquement enregistré des résultats médiocres, avec le COVID-19 qui a atteint des niveaux épidémiques en Chine avant de commencer à se répandre dans le monde entier. Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries, car les quarantaines et les interdictions de voyage ont réduit la demande, tandis que les fermetures d'usines en Chine risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement. Les grandes entreprises nationales ont raisonnablement bien résisté, mais les pertes pour les petites entreprises ont avoisiné les 10 %. Les actions américaines ont été légèrement à la traîne par rapport aux actions canadiennes, tandis que les actions japonaises et européennes ont enregistré les pires résultats. Les marchés émergents ont reculé de près de 4 %, dépassant facilement les marchés développés. En particulier, les actions chinoises ont été positives, car le nombre de nouveaux cas de COVID-19 en Chine a reculé en Chine vers la fin du mois.

Les investisseurs ont préféré la sécurité relative des obligations par rapport aux actions ; les marchés des titres à revenu fixe ont enregistré des gains solides tandis que les rendements ont chuté (les prix et les rendements évoluent en sens inverse). Les obligations à rendement réel ont généralement des profils de durée plus longs — et donc une plus grande sensibilité aux variations des rendements — et ont continué à afficher des performances solides depuis le début de l'année. Les obligations d'État ont surpassé la dette des entreprises. Les obligations américaines à haut rendement ont été moins performantes que les émissions de qualité, les investisseurs se tournant vers des placements plus sûrs.

### Données indicielles (février 2020)

- L'indice composé S&P/TSX a reculé de 5,90 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 0,71 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a connu une baisse de 6,86 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a chuté de 6,70 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit -1,57 % (couvert contre le risque de change) et -0,08 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a fortement augmenté, passant de 18,84 à 40,11 pendant le mois tandis que le COVID-19 se propageait à travers le monde.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont reculé de 51,56 \$ US le dernier jour de janvier à 44,76 \$ US à la fin de février. Les interdictions de voyage liées au COVID-19, ainsi que des attentes de croissance mondiale nettement plus faibles, ont continué de faire pression sur les prix du pétrole brut.
- Le huard s'est affaibli contre le dollar américain ; il a terminé le mois à 1,34 \$ CA par \$ US. Le dollar américain s'est raffermi contre l'euro et la livre sterling, mais s'est légèrement affaibli contre le yen. Il a terminé le mois à 1,28 \$ US contre la livre sterling, à 1,10 \$ US contre l'euro et à 107,87 yens.

*Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.*

*Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.*

*Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.*

*Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.*

*L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques particuliers. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.*

*Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.*

*Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.*